

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des affaires étrangères
et du développement international

PROJET DE DECRET

relatif aux instances de dialogue social dans les services de l'Etat à l'étranger

NOR : [...]

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du développement international ;

Vu la loi n°72-659 du 13 juillet 1972 modifiée relative à l'expertise technique internationale ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 15 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 34 ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 76-832 du 24 août 1976 modifié relatif à l'organisation financière de certains établissements ou organismes de diffusion culturelle dépendant du ministère des affaires étrangères et du ministère de la coopération ;

Vu le décret n° 79-433 du 1er juin 1979 relatif aux pouvoirs des ambassadeurs et à l'organisation des services de l'Etat à l'étranger ;

Vu le décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics administratifs de l'Etat ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du...

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Décrète

Article 1^{er}.- Il est institué auprès de chaque mission diplomatique ou représentation permanente auprès des organisations internationales un comité technique de proximité à l'étranger compétent pour l'ensemble des agents civils de droit public et de droit local exerçant leurs fonctions au sein de la mission diplomatique ou représentation permanente ainsi que dans les établissements dotés de l'autonomie financière figurant sur la liste mentionnée à l'article 1^{er} du décret du 24 août 1976 susvisé.

Le comité technique de proximité à l'étranger est créé par décision du chef de la mission diplomatique ou de la représentation permanente.

Article 2.- Le chef de la mission diplomatique peut décider de l'institution d'un comité technique de proximité à l'étranger auprès d'un poste consulaire, compétent pour l'ensemble des agents civils de droit public et de droit local exerçant leurs fonctions dans ce poste consulaire ainsi que dans les établissements dotés de l'autonomie financière figurant sur la liste mentionnée à l'article 1^{er} du décret du 24 août 1976 susvisé et situés dans sa circonscription consulaire. A défaut, ces agents relèvent du comité technique de proximité placé auprès de la mission diplomatique du pays de résidence.

Article 3.- Les dispositions du décret du 15 février 2011 susvisé sont applicables à ces comités techniques sous réserve des dispositions du présent décret.

Article 4.- Pour être électeurs, les agents de droit local doivent bénéficier d'un contrat à durée indéterminée, ou depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois. En outre, ils doivent exercer leurs fonctions ou être en congé rémunéré ou en congé parental.

Article 5.- En cas d'élection au scrutin de liste, chaque liste comprend un nombre de noms égal au moins à la moitié et au plus au nombre de sièges de représentants titulaires et de représentants suppléants à pourvoir, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. En outre, elle doit comporter un nombre pair de noms au moment de son dépôt.

Article 6. - Sans préjudice des compétences des autres comités techniques dont les agents relèvent, le comité technique de proximité à l'étranger est consulté sur les questions et projets de texte intéressant les seuls services au titre desquels ce comité est créé et relatifs :

- à l'organisation et au fonctionnement des services ;
- aux conditions générales d'emploi des agents de droit local ;
- aux conditions de vie locales ;
- aux évolutions technologiques et de méthodes de travail des services ;
- à la formation et au développement des compétences et qualifications professionnelles ;
- à l'égalité professionnelle, la parité et la lutte contre toutes les discriminations ;
- à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail lorsqu'aucun comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail n'est placé auprès de lui.

Les incidences sur la gestion des emplois des principales décisions à caractère budgétaire font l'objet d'une information du comité.

Article 7.- Le comité technique de proximité à l'étranger est présidé par le chef de la mission diplomatique, de la représentation permanente ou du poste consulaire auprès de qui il est placé.

Article 8.- Le ministre des affaires étrangères et du développement international et la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'État et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre

Le ministre des affaires étrangères
et du développement international,

La ministre de la décentralisation, de la
réforme de l'État et de la fonction publique,
.....